

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 2 juin 2015

Chancellerie d'Etat

15 2014.RRGR.1215 Motion 275-2014 Machado Rebmann (Berne, LAVerte) Appliquer dans le canton de Berne le principe de la publicité active

N° de l'intervention: 275-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 25.11.2014
Déposée par: Machado Rebmann (Berne, LAVerte) (porte-parole)
Kohli (Berne, PBD)
Streit-Stettler (Berne, PEV)
Cosignataires: 17
N° d'ACE: 545/2015 du 6 mai 2015
Direction: CHA

Appliquer dans le canton de Berne le principe de la publicité active

Le Conseil-exécutif est chargé de réaliser les points suivants :

1. mettre au point et introduire la publicité active directe selon les principes de la stratégie de libre accès aux données publiques de la Confédération ;
2. le cas échéant, élaborer les bases légales nécessaires à la publicité active directe selon les principes de la stratégie de libre accès aux données publiques et compte tenu de la loi sur l'information et de la loi sur l'archivage ;
3. intégrer la mise en œuvre de la publicité active directe au programme de gestion des affaires et d'archivage électroniques (GAE).

Développement :

Conformément au principe de la publicité actuellement en vigueur et inscrit dans la loi sur l'information (LI), toutes les autorités du canton (donc les communes aussi) sont tenues d'informer d'elles-mêmes le public de leurs activités essentielles. Les autorités disposent dans ce contexte d'une large marge d'appréciation lorsqu'il s'agit de décider qui informer, quand, et de quoi. Si l'activité de l'autorité ne présente pas d'intérêt général mais un intérêt ponctuel, l'information a lieu sur demande.

A l'ère du numérique, cette différence ne se justifie plus. Les informations ne revêtent un intérêt général qu'une fois connues du public et ainsi des citoyens et des citoyennes. On ne peut pas (ou plus) demander aux citoyens et citoyennes intéressés de devoir réclamer les documents du gouvernement et de l'administration, demande qui prend un certain temps et dont l'issue n'est même pas certaine.

Seul l'accès à l'information permet d'apprendre sur quelles bases les décisions ont été prises, de se faire une opinion et de participer aux processus politiques. L'internet est devenu la source la plus importante d'information. La transparence de l'action du gouvernement et de l'administration permet aux citoyens et citoyennes de suivre et surveiller les processus politiques et d'intervenir le cas échéant. La consultation de données réunies grâce à des financements publics, par exemple dans le domaine de l'environnement, de la santé, de la formation ou des transports, favorise par ailleurs l'innovation privée. En avril 2014, le Conseil fédéral a adopté la stratégie de libre accès aux données publiques, qui couvre la publication d'informations sur l'activité de l'administration mais aussi de données, le produit essentiel du travail des autorités, comme les géodonnées (<http://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2014/3347.pdf>). La mise en œuvre de cette stratégie n'a nécessité aucune modification de la loi fédérale sur la transparence.

Il faut introduire dans le canton de Berne le principe dit de la publicité active directe selon les principes de la stratégie de libre accès aux données publiques. Tout ce qui n'est pas secret pour des motifs de protection de la personnalité et qui a un lien avec l'accomplissement des tâches

publiques doit être public et disponible sur Internet. Cela inclut les lignes directrices, les objectifs, les documents juridiques pratiques tels que instructions, directives, avis de droit, rapports d'experts, statistiques, conventions entre les autorités et des tiers, etc. Les documents publiés seront archivés au format électronique comme par le passé et resteront accessibles. Les nouvelles directives s'inséreront dans le processus d'archivage électronique en cours.

Réponse du Conseil-exécutif

Point 1 :

La motion réclame la mise au point et l'introduction de la publicité active directe selon les principes de la stratégie de libre accès aux données publiques de la Confédération. Tout ce qui n'est pas secret et qui a un lien avec l'accomplissement des tâches publiques doit être public et disponible sur Internet (p. ex. contrats des autorités avec des tiers).

En introduction, voici la définition des différentes notions :

Par OGD Open Government Data, soit le libre accès aux données publiques, on entend l'accès à des informations telles que statistiques, géodonnées ou rapports, réunies, étayées ou approuvées dans l'administration sous une forme ou une autre et mises ensuite gratuitement à la disposition du public. Il s'agit souvent de données que les utilisateurs, des tiers ou des institutions telles que les Universités, peuvent exploiter pour leurs recherches.

Le système de gestion électronique des affaires (GEVER) a pour finalité de permettre qu'au sein des autorités, le travail et la collaboration puissent être efficaces et sans rupture médiatique. GEVER est également un système de gestion électronique des documents qui offre des fonctionnalités pour le contrôle de gestion et le règlement des affaires.

La cyberadministration implique l'échange électronique entre la population ou d'autres usagers de l'administration et l'administration cantonale elle-même. Par exemple, il s'agit de la possibilité de remplir sa déclaration d'impôt ou de remplir et d'envoyer des formulaires électroniques mis à disposition sur un portail pour obtenir une prestation. Ce type de collaboration a pour buts principaux d'accroître l'efficacité et de simplifier les contacts des usagers avec l'administration ; cela passe surtout par Internet ou d'autres applications de même type et non directement par GEVER.

Selon la législation sur l'information du public, enfin, il faut distinguer entre information active et information passive. Dans le premier cas, les autorités informent le public d'office, au moyen d'un communiqué, par exemple, ou d'un arrêté du Conseil-exécutif. L'information passive a lieu quand un citoyen ou une citoyenne demande à pouvoir consulter des documents, à moins qu'un intérêt prépondérant public ou privé ne s'y oppose.

L'objectif premier de la stratégie de libre accès aux données publiques de la Confédération est de réunir dans un portail central des données *structurées* que le public puisse consulter et utiliser gratuitement et en toute légalité. Ne sont publiées que les données dont l'utilisation n'est pas limitée par la législation sur la protection des données, des droits d'auteurs ou des informations.

Les données non structurées, telles que saisies dans les systèmes de gestion des documents par exemple (concrètement les plans directeurs, les instructions, les directives, les avis de droits, les rapports d'expert ou les contrats), *ne font pas* partie de la stratégie de libre accès de la Confédération. Initialement, la Confédération aurait dû mettre les métadonnées de ces documents à disposition dans un catalogue central des documents officiels (Single Point of Orientation, SPO). Le Conseil fédéral a cependant suspendu ce projet pour cinq ans à l'automne 2013 au motif que les conditions techniques n'étaient pas encore réunies à l'administration fédérale. En effet, tous les offices n'ont pas encore de système de gestion électronique des affaires (GEVER), trop de systèmes différents cohabitent. Le Conseil fédéral a ajouté qu'il voulait introduire un seul et même système dans tous les Départements et toutes les unités administratives en même temps.

Pour les mêmes raisons que la Confédération, le canton de Berne ne peut pas introduire un tel catalogue central qui permette, comme le demande la motion, d'accéder aux documents tels que les directives, les rapports d'expert ou les contrats, avant que le système de gestion électronique des affaires n'ait été introduit dans tous les offices de l'administration centrale, c'est-à-dire avant la fin du programme GAE 2022 (voir chiffre 3). Tant que la gestion des affaires n'aura pas été unifiée, le canton de Berne n'a aucun intérêt à disposer d'un registre central pour la recherche de documents officiels dans toute l'administration, ni d'un point de vue économique ni d'un point de vue politique. Par ailleurs, l'introduction d'un principe de publicité active s'accompagnerait de coûts pour

le développement, l'exploitation et l'entretien du portail accessible au public. Il est cependant trop tôt pour chiffrer ces coûts.

Le canton de Berne s'intéresse lui aussi depuis longtemps aux données ouvertes. La Conférence des statistiques travaille sur les données ouvertes depuis 2010. Elle s'appuie notamment pour cela sur un arrêté du Conseil-exécutif du 26 mai 2010 qui charge l'Administration des finances et la Conférence des statistiques d'étoffer l'offre de données statistiques publiques du canton de Berne (ACE 0779/2010). Le canton de Berne donne déjà accès à des données structurées, par exemple dans le géoportail du canton de Berne (www.apps.be.ch/geo/fr) ou dans le portail cantonal de la statistique (www.be.ch/statistique). Cependant, le canton peut et doit encore améliorer notablement cette offre.

La Conférence des statistiques soutient expressément les objectifs du mouvement d'ouverture des données publiques, quand il s'agit de données structurées. Elle est également convaincue que la publication systématique des données des autorités sera le terreau de la croissance économique, de la transparence politique et de l'amélioration de l'efficacité de l'administration. C'est pourquoi en 2013 elle s'est demandé s'il serait possible de poursuivre la mise à disposition et la publication des données dans le canton de Berne, et si oui comment. Cette analyse approfondie a donné des résultats positifs. Le Conseil-exécutif devrait s'occuper des statistiques publiques dans le canton de Berne fin 2015. Ce sera également l'occasion de discuter de propositions ayant trait aux données ouvertes. S'il fallait prendre des mesures dans ce sens, il faudrait cependant les planifier et les mettre en œuvre avec la Confédération. La stratégie en matière de libre accès aux données publiques de la Confédération, adoptée en avril 2014, prévoit explicitement d'associer les cantons aux travaux à venir.

Point 2 :

L'introduction du principe de la publicité active directe n'étant actuellement pas possible (voir ch. 1), il serait prématuré d'élaborer les bases légales.

Point 3 :

Durant la phase d'étude du projet de GAE, on a déjà tenu compte des principes de la publicité active telle que l'entend la présente motion. L'un des cinq principes stratégiques définis dans le rapport sur la gestion des dossiers et l'archivage électroniques¹, adopté par le Conseil-exécutif en mai 2013, vise la « facilitation des échanges et des transactions avec les clients ». Concrètement, cela signifie que l'administration du canton de Berne veut mettre une offre de services attrayante à la disposition du public et offrir à la population et à l'économie un accès sûr, rapide et dématérialisé à ses systèmes TIC et à ses documents. L'action de l'administration deviendra ainsi transparente.

Pour atteindre ces objectifs stratégiques, il faut toutefois commencer par mettre en place l'organisation et les systèmes au cours de la phase de réalisation du programme GAE, qui devrait s'achever en 2022. Il s'agira notamment d'élaborer des plans de classement pour tous les offices et d'introduire dans l'administration centrale le système de gestion électronique des affaires (BE-GEVER, obligatoire dans tout le canton). Dans l'appel d'offres actuellement en cours pour le système GEVER, les spécifications concernant la caractérisation de l'état d'une affaire, les droits d'accès et les interfaces avec les plates-formes de publication ont été prises en compte. A l'achèvement du programme DGA, et alors seulement, le canton de Berne, comme la Confédération, pourra entreprendre la publication des données non structurées des autorités. Lors des travaux d'étude, il faudra poser la question des ressources en personnel nécessaires à la classification des documents. C'est pour toutes ces raisons qu'à ce stade il est encore trop tôt pour penser à la suite.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Geschäft 15 behandelt eine Motion von Grossrätin Machado Rebmann. «Transparenz schafft Vertrauen! Für ein unmittelbares aktives Öffentlichkeitsprinzip im Kanton Bern». Der Regierungsrat lehnt diese Motion ab. Wir führen eine freie Debatte. Tragen Sie sich bitte in die Rednerliste ein, Frau Grossrätin Machado Rebmann.

¹ (http://www.r.b.ch/rr/de/index/rronline/rronline/suche_rrb/beschluesse-detailseite.gid-f2a14da2c7a24ef08c8b7a0c22ed1a31.html&ei=jNnhVMirGcidPZqugbgE&usq=AFQjCNFkVd18xeXatXrCLT5hqxadawYRQ&bvm=bv.85970519.d.ZWU.html)

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte) Transparenz schafft Vertrauen. In Artikel 1 der Kantonsverfassung steht: «Die Staatsgewalt beruht auf dem Volk. Sie wird durch die Stimmberechtigten und die Behörden ausgeübt.» Will das Volk seine Souveränität wahrnehmen, dann braucht es das notwendige Wissen. Woher aber nimmt ein Volk dieses Wissen? Wir haben heute, grob gesagt, zwei Mechanismen. Einerseits geben die Behörden von sich aus wichtige Informationen bekannt. Man nennt das «aktives Öffentlichkeitsprinzip». Andererseits kann die Bevölkerung ein Gesuch um Einsicht in amtliche Akten stellen. Das ist das so genannte «passive Öffentlichkeitsprinzip». Bei seiner Einführung 1995 war dieses Konzept fortschrittlich. Der Kanton Bern hat als erster Kanton in der Schweiz ein Informationsgesetz erlassen. Es entstand jedoch in einer Zeit, als das Internet als Informationsquelle noch keine solche Bedeutung hatte wie heute. Heute können wir aktiv und unmittelbar alle Dokumente und Daten, die das Staatshandeln betreffen und nicht geheim sind, ins Internet stellen. Wer Transparenz fordert, muss auch Datenschutz gewährleisten. Beispielsweise sollen Personendaten nur beschränkt veröffentlicht werden, nämlich nur dann, wenn eine gesetzliche Grundlage besteht und die betroffene Person diese Daten freiwillig und im Wissen um die Veröffentlichung angegeben hat. Der «gläserne Staat» ist nicht dasselbe wie «der gläserne Mensch».

Nun zur Antwort des Regierungsrats: Wichtig ist uns die Einführung eines aktiven unmittelbaren Öffentlichkeitsprinzips. Die Behörden müssen von sich aus eben aktiv informieren und die mit Steuergeldern erstellten Dokumente und Daten ins Netz stellen, eben unmittelbar. Wir haben uns auf die Grundsätze von Open-Government-Data des Bundes bezogen, weil er bereits in diese Richtung unterwegs ist. Der Regierungsrat schiebt technische Hindernisse und Abhängigkeiten vor, die es so nicht gibt, weil er das Vorhaben nicht umsetzen will. Man braucht keinen «Single Point of Orientation» (SPO), kein zentrales Register, um unser Anliegen einzuführen. Mit einer Suchmaschine kann man nämlich die Dokumente problemlos finden. Auch kann man strukturierte Daten genauso wie unstrukturierte ins Netz stellen. Man kann auch innerhalb der bestehenden Infrastruktur beginnen, unser Anliegen umzusetzen. Die Mitarbeitenden der Verwaltung arbeiten an einem PC. Die meisten Behörden haben eine Website und folglich einen Server. Nun muss man nur noch die Dokumente und Daten ins Internet stellen. Das kann man auch machen, wenn man das elektronische Geschäftsverwaltungssysteme (GEVER) noch nicht flächendeckend anwendet und die Digitale Aktenführung und Archivierung (DGA) noch nicht abgeschlossen ist, also noch vor 2022.

Eine dezentrale Lösung, bei der die Daten auf verschiedenen Servern liegen, ist im Übrigen zu bevorzugen, denn wenn ein Rechner versagt, dann sind nicht gleich alle Dokumente und Daten verschwunden. Letztlich sind auch die Gemeinden von unserem Anliegen erfasst.

Selbstverständlich kostet die Einführung dieses aktiven unmittelbaren Öffentlichkeitsprinzips etwas. Man kann damit aber auch sparen, denn die Kontrolle des Staatshandelns durch die Bürgerinnen und Bürger kann unter Umständen Misswirtschaft oder gar Korruption verhindern. Und Je mehr die Bevölkerung in die politischen Prozesse eingebunden ist, desto mehr akzeptiert sie diese und trägt sie mit. Weiter erübrigen sich viele telefonische, schriftliche und persönliche Anfragen, wenn man diese Informationen selber im Internet abrufen kann. Will man auf den Bund warten, so wird man lange warten müssen. Der Bund hat Ende letzten Monats gerade den Zuschlag für GEVER vergeben. Beschwerden wurden bereits angekündigt, und es kann noch einige Jahre bis ein Jahrzehnt dauern, bis GEVER beim Bund eingeführt wird.

Wir können heute, wie vor 20 Jahren, wieder eine Vorreiterrolle einnehmen und als erster Kanton in der Schweiz den Schritt vom aktiven Öffentlichkeitsprinzip zum aktiven unmittelbaren Öffentlichkeitsprinzip vollziehen. Mit verhältnismässigem Aufwand können wir Bürgerinnen und Bürger an der demokratischen Meinungsbildung und an den politischen Entscheidungsprozessen beteiligen. Wir können sie am staatlichen Wissen teilhaben lassen und ihnen so de facto die Staatsgewalt zukommen lassen, die ihnen aus der verfassungsmässigen Grundordnung zusteht. (*Le président demande à l'oratrice de conclure.*) Mein letzter Satz: Die Staatsgewalt beruht auf dem Volk. Danke.

Le président. Für die EVP-Fraktion hat nun Frau Grossrätin Streit das Wort. – Okay, du sprichst als Mitmotionärin. Aber Mitmotionäre kommen erst am Schluss nach den Fraktionen ans Rednerpult. Das ist neu. Ist für die EVP eine Fraktionssprecherin oder ein Fraktionssprecher hier? – Du bist sowohl als auch? – Gut, für die EVP-Fraktion Frau Streit.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Ich möchte bei den Argumenten meiner Mitmotionärin Simone Machado anknüpfen. Der Kanton Bern hat sich eben vor 20 Jahren das Öffentlichkeitsprinzip gegeben und damit signalisiert, dass er gegenüber der Bevölkerung möglichst offen und transparent sein will. Unterdessen ging bekanntlich die technische Entwicklung weiter, und sie wird auch in den nächsten Jahren noch weiter gehen. Vor 20 Jahren hat sich noch kein Mensch vorstellen können, was man mit ein paar Klicks alles recherchieren und finden kann. Wenn wir also unter den heutigen Gegebenheiten das Öffentlichkeitsprinzip leben wollen, dann kann es nicht sein, dass man immer noch ein Gesuch stellen muss, um irgendein Dokument einsehen zu dürfen. Wenn wir die Antwort des Regierungsrats lesen, sehen wir, dass er durchaus bereit ist, in die Richtung unseres Vorstosses zu arbeiten. Offensichtlich gibt es aber im Moment noch einige technische Schwierigkeiten, um diesen umzusetzen. Darum verstehe ich nicht, dass der Regierungsrat diese Motion nicht mindestens als Postulat annehmen will.

Eigentlich sollte er ja sogar froh sein, dass wir hier im Grossen Rat über dieses Thema diskutieren und signalisieren wollen, wie wir in Zukunft das Öffentlichkeitsprinzip sehen. Aus meiner Sicht müssten wir als Grosser Rat jetzt die Weichen stellen und nicht erst dann, wenn mit BE-GEVER nachher die Kredite zu uns in den Grossen Rat kommen. Jetzt müssen wir sagen, was wir vom Öffentlichkeitsprinzip eigentlich wollen und vor allem, was wir der Berner Bevölkerung mit einem solchen Geschäftsverwaltungssystem bieten wollen. Auch wenn dieses System erst 2022 zur Verfügung stehen wird, müssen wir schon heute wissen, was wir eigentlich wollen. Und dafür sind wirklich wir als Grossräte verantwortlich und nicht der Regierungsrat oder sogar das Amt für Informatik und Organisation (KAIO). Vielmehr fällen wir hier im Grossen Rat diesen strategischen Entscheid. Ich kann sehr gut nachvollziehen, dass unser Vorstoss nicht sofort umgesetzt werden kann. Es braucht wirklich sorgfältige Planung und Koordination, damit wir die Mittel für dieses Geschäftsverwaltungssystem auch effizient einsetzen können.

Zum Schluss noch ein Wort an alle, die bereits wieder Angst haben, das Ganze werde zu teuer. Auch heute kostet die Geschäftsverwaltung etwas. Auch heute kostet das Öffentlichkeitsprinzip etwas. Es verursacht einfach an einem andern Ort Kosten. Wir geben das Geld aus, indem Leute Akten sortieren oder Archive aufräumen, Telefonanrufe oder Mails beantworten usw. Die Kosten versickern heute also sozusagen im Arbeitsalltag der Verwaltung. Von einer informatikgestützten Geschäftsverwaltung, die dem Öffentlichkeitsprinzip nachlebt, kann hingegen nicht nur die Verwaltung sondern auch die Bevölkerung profitieren, also Privatpersonen und Unternehmer. Recherchen und Arbeitsabläufe werden vor allem für die Bevölkerung vereinfacht, und das legt ja auch der Regierungsrat in seiner Antwort unter Ziffer 3 dar. Ich bitte Sie also, diese Motion zu unterstützen.

Mohamed Hamdaoui, Bienne (PS). Je serai bref. Naturellement le groupe socialiste soutient le principe de la transparence et de la publicité active. Je vous rappelle que le parti socialiste suisse a fait figurer ces objectifs-là dans son propre programme et qu'au niveau fédéral ce sont des parlementaires socialistes qui ont déjà lancé des propositions similaires. Une motion allant dans ce sens avait même été acceptée au Conseil national, mais elle avait malheureusement été rejetée par le Conseil des Etats, qui ne brille toujours pas par son progressisme. Nous soutenons ce principe de la transparence et de la publicité active, parce que cela répond à un réel besoin de la part de la population de savoir ce qui se trame effectivement au sein de l'administration et cela enrichit naturellement la démocratie. Il faut reconnaître qu'actuellement il y a quelques points d'interrogation au niveau technique, au niveau financier et au niveau législatif, raisons pour lesquelles, tout en soutenant les objectifs formulés par la motionnaire, nous ne serions pas forcément opposés à ce qu'elle la transforme en postulat.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Ich kann es ebenso kurz machen wie mein Vorredner. Die grüne Fraktion unterstützt diesen Vorstoss. Die Wege, die den Regierungsrat zu seinen Empfehlungen führen, sind ja manchmal ein bisschen unergründlich. Da gibt es Motionen, bei denen man aus der Antwort des Regierungsrats deutlich heraushört, dass es eigentlich ein missliebiger Vorstoss ist, aber trotzdem wird er als Postulat zur Annahme empfohlen. Umgekehrt haben wir Vorstösse wie den vorliegenden, wo man gewissermassen eine weitgehende Übereinstimmung mit dem Ziel ausmachen kann, aber gleichwohl wird dann der Vorstoss nicht einmal als Postulat angenommen. Wir haben durchaus Verständnis, dass es hier Gründe geben mag, die dafür sprechen, sich noch ein wenig Zeit zu lassen. Aber in solchen Situationen wäre es zumindest üblich, einen solchen Vorstoss als Postulat entgegenzunehmen. Wir haben ja auch einen Umsetzungszeitraum, der für

die Erfüllung der Anliegen zur Verfügung steht. Es gibt allenfalls dann eine Fristverlängerung, aber vom Grundsatz her gehen wir davon aus, dass wir uns hier einig sind. Und daher gibt es nach unserem Dafürhalten gar keinen Grund, diesen Vorstoss nicht zu unterstützen. In diesem Sinn bitten wir Sie, den Vorstoss zu annehmen.

Beat Giaume, Ittigen (PLR). Selbstverständlich ist auch die FDP für Transparenz. Aber wir sehen bei diesem Anliegen durchaus keine Punkte, die für Intransparenz sprechen würden. Es handelt sich sicher um berechnigte Anliegen für Leute, die Vereinfachungen wollen, die Informationen selber suchen wollen und sich das auch wünschen. Aber trotzdem sehen wir es ähnlich wie die Regierung. Aus unserer Sicht braucht es in dieser Angelegenheit kein Vorpellen des Kantons Bern. Wir haben es schon gehört und in der Antwort auch gelesen: Auf Bundesebene ist man unterwegs. Meines Erachtens ist es geschickter, abzuwarten bis dort entsprechende Vorgaben geklärt sind oder klarere Richtlinien vorliegen, insbesondere auch bezüglich der Verarbeitung der unstrukturierten Daten. Genau dort könnte es ja heikel werden.

Andererseits halten auch wir fest, dass das aktive Öffentlichkeitsprinzip gegeben ist. Und man kommt auch im passiven Bereich zu Informationen, man muss sie nur erfragen. Für wie viele Leute ist das schwierig? Wir konnten nicht ausmachen, ob das im Kanton Bern wirklich flächendeckend ein solch grosses Problem ist. Wenn es dann auch über diese beiden Wege nicht möglich wäre, gibt es ja immer noch Beschwerdemöglichkeiten.

Offen ist auch, ob nicht Druck auf die dritte Ebene, auf die Gemeinden entsteht, indem auch dort Vorgaben gefordert werden. Heute weiss noch niemand, was dort für Kosten folgen werden. Das heisst nun nicht, dass Gemeinden heute nicht transparent informieren. Diese sind nämlich sehr transparent in ihren Entscheiden, die in den Amtsanzeigern, in lokalen Medien oder eben im Internet veröffentlicht werden. Fazit: Aus Sicht der FDP ist einfach der Zeitpunkt, im Zusammenhang mit den Bestrebungen des Bundes, falsch. Zudem stehen Aufwand und Ertrag aus unserer Sicht in keinem Verhältnis, und es gibt nach wie vor genügend Wege, um zu den Informationen zu gelangen. Die FDP ist mit der Regierung einig und lehnt diesen Vorstoss ab.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Nachdem der Bundesrat am 16. April 2014 die Open-Government-Data-Strategie Schweiz 2014–2018 verabschiedet hat, ist das Bundesarchiv seit Anfang 2015 in diesem Vorhaben federführend. Die Ziele dieser Strategie können Sie nachlesen: Freigabe von Behördendaten, koordinierte Publikation und Bereitstellung von Behördendaten sowie Etablierung einer Open-Data-Kultur. Auf Stufe Bund ist das also in Arbeit.

Der Antwort des Regierungsrats können wir entnehmen, dass im Kanton Bern bereits gewisse Abteilungen und Direktionen in diese Richtung arbeiten. So wird erwähnt, dass sich 2010 die kantonale Statistikkonferenz mit Open-Government-Data (OGD) beschäftigt. Zudem hat der Regierungsrat per Beschluss auch die Finanzdirektion damit beauftragt, das Angebot an öffentlich zugänglichen statistischen Daten im Kanton Bern auszubauen. Es handelt sich also hier im Prinzip um den Kanton oder den Bund als Lieferanten; als Unternehmerin darf ich das so sagen.

Stellen wir uns nun auf die Kundenseite, denn wir alle hier im Grossen Rat sind auch Kunden. Sie kennen vermutlich alle das Geoportal www.apps.be.ch/geo/de oder auch das Statistikportal www.be.ch/statistik. Zusammen mit den Informationen aus sämtlichen Direktionen und der Homepage des Grossen Rats können wir nicht nur als Politiker unser Wissen vertiefen und vergrössern. Der Bürger dort draussen oder beispielsweise auch Schulen können während Schulstunden Wissen zusammentragen, Informationen und Daten verwenden. Auch wenn der Regierungsrat die Motion ablehnt, weil es wegen dem Stand der Arbeiten beim Bund noch zu früh sei, ist die BDP-Fraktion doch der Meinung, dass dieser Vorstoss überwiesen werden soll. Für uns ist das ein klares Zeichen gegen aussen, dass der Kanton Bern ein moderner Staat ist und wir uns dem Zeitgeist nicht entgegenstellen.

Wir hier im Grossen Rat sind ein kleines Abbild der Gesellschaft des Kantons Bern. Heute wird vorwiegend elektronisch recherchiert und die jüngere Generation arbeitet in der Schule fast nur am PC, im Internet und mit Datenbanken. Die zentralen Datenbanken quer durch alle möglichen Gebiete gehören zum Alltag ebenso wie zum Berufsleben. Die BDP ist der Meinung, dass wir uns gar nicht erlauben können, dort nicht Schritt zu halten. Die BDP unterstützt diesen Vorstoss einstimmig als Postulat. Einige würden auch eine Motion unterstützen.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Ich mache es relativ kurz. Das Anliegen der Motion ist unbestritten. Für uns alle ist auch klar, dass der Kanton Bern einen grossen Nachholbedarf im Bereich

Transparenz und Bürgerfreundlichkeit aufweist, wenn man ihn mit andern Kantonen, oder auch mit vielen, zum Teil relativ kleinen, Gemeinden im Kanton Bern vergleicht. Darum haben wir wenig Verständnis, dass der Regierungsrat diesen Vorstoss nicht nur als Motion, sondern auch als Postulat ablehnt und nicht nur wirtschaftliche Gründe anfügt, sondern ihn auch noch als politisch gar nicht notwendig erachtet.

Die wirtschaftliche Argumentation teilen wir ein Stück weit. Die Forderungen gehen sehr, und es ist tatsächlich so, dass man diesen Vorstoss nicht so einfach und schnell umsetzen könnte. Dazu müssten noch verschiedene Vorarbeiten gemacht werden. Wir würden es daher sehr begrüßen, wenn der Vorstoss in ein Postulat gewandelt würde. Damit könnte man zumindest diejenigen Bereiche, die man selber in der Hand hat und bei denen dies in einem gesunden finanziellen Ausmass möglich ist, an die Hand nehmen. Die weitergehenden Forderungen würden dann vielleicht in einem zweiten Schritt umgesetzt. In diesem Sinn unterstützt unsere Fraktion geschlossen ein Postulat und hofft, dass die Motionärin bereit ist, diesen Vorstoss zu wandeln.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). La motion dont nous discutons présente une dimension technique relativement importante. Elle exige la mise à disposition du public, notamment sur internet, de tous les documents ayant un lien avec l'accomplissement des tâches publiques et qui ne sont pas confidentielles ou secrètes. Le canton de Berne donne déjà aujourd'hui accès à un très grand nombre de données, par exemple sur le géoportail du canton ou sur le portail de la statistique. Une généralisation du principe de publicité active à l'heure actuelle serait prématurée en l'absence d'unification de la gestion des affaires publiques. Elle contredirait en outre les principes de rationalité et d'économicité de l'activité administrative. La mise en place d'un portail accessible au public engendrerait par ailleurs des coûts qu'il est encore difficile d'estimer à l'heure actuelle. Pour toutes ces raisons, le groupe UDC rejettera cette motion à l'unanimité.

Le président. Wir sind nun bei den Einzelvotanten angelangt. Frau Grossrat Kohli hat als Mitmotionärin das Wort.

Vania Kohli, Berne (PBD). Meine Mitmotionärinnen haben eigentlich alles Wichtige bereits gesagt. Daher habe ich hierzu nur eine Ergänzung. Der Regierungsrat hat sich meines Erachtens mit seiner Antwort auf unsere Motion als «Cyber-Grufti» geoutet. Meines Erachtens wäre diese Motion ohne Diskussion einfach überwiesen worden, wenn das Durchschnittsalter des Grossen Rats etwas tiefer liegen würde. Ich hoffe, wir können trotzdem zeigen, dass wir nicht zu den «Cyber-Gruftis» gehören, indem wir diese Motion überweisen, oder wenn sie in ein Postulat gewandelt würde – Simone, wir halten zusammen – einstimmig überweisen.

Le président. Frau Machado Rebmann, wollen Sie jetzt sprechen oder erst nach dem Staatsschreiber? – Sie haben das Wort.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Ich habe aus den Voten, von den Fraktionen und von meiner Vorrednerin gehört, dass dieses Anliegen offenbar noch etwas Zeit braucht. Man ist zwar auf Regierungsebene daran, sich heranzutasten. So ist dies bei der Statistikkonferenz ein Thema und auch bei der Finanzverwaltung. Aber allem Anschein nach braucht es noch Zeit, und daher wandle ich diese Motion in ein Postulat.

Le président. Sie haben gehört, dass der Vorstoss in ein Postulat gewandelt wurde. Wenn es aus dem Grossen Rat keine Wortmeldungen mehr gibt, hat Herr Staatsschreiber Auer das Wort.

Christoph Auer, chancelier. Der Regierungsrat lehnt diesen Vorstoss ab, auch wenn er in ein Postulat gewandelt wurde. Es ist richtig, dass der Kanton Bern vor 20 Jahren ein Vorreiter war. Er führte nämlich als erster Kanton das Öffentlichkeitsprinzip ein. Doch es wäre falsch, daraus nun einen Umkehrschluss zu ziehen und das Gefühl zu haben, der Kanton Bern hinke heute hinterher und sei ein «Cyber-Grufti», wie Frau Grossrätin Kohli sagte. Das ist nicht der Fall. Ein Wandel zur Open-Data-Kultur findet laufend statt. Viele Beispiele, wie das Geodatenportal, wurden bereits erwähnt. Auch Ihre eigenen Grossrats-Dokumente gehören dazu. Die ganzen Sessionsunterlagen und Beschlüsse stehen automatisch im Internet zur Verfügung, die nicht klassifizierten Beschlüsse des Regierungsrats ebenso. Die Website des Kantons Bern ist voller Informationen und Daten. Diese werden laufend zur Verfügung gestellt.

Weshalb ist der Regierungsrat trotzdem gegen die Überweisung des Vorstosses? Dieser ganze Bereich ist sehr dynamisch und in der Digitalisierung und im Zugang zu den Daten geschieht gegenwärtig sehr, sehr viel. Der Regierungsrat ist der Meinung, dass es einfach nicht der richtige Zeitpunkt ist, um diesbezüglich einen Auftrag zu erhalten. Es ist zu früh, weil zu viel im Fluss ist. Das Open-Data-Projekt des Bundes wurde erwähnt. Darin sind auch die Kantone beteiligt. Mein Kollege, der Staatsschreiber des Kantons Zürich, sitzt in der Projektorganisation. Wir müssen nun warten und schauen, was dort geschieht, bevor der Kanton Bern vorausrennt und selber ein Projekt startet, weil er einen verbindlichen Auftrag dazu erhält. Der Regierungsrat ersucht Sie daher, auch den nun ins Postulat gewandelten Vorstoss abzulehnen.

Le président. Damit kommen wir zur Abstimmung über das Postulat. Wer den Vorstoss als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 77

Non 63

Abstentions 1

Le président. Sie haben das Postulat angenommen.

Réouverture de la discussion concernant les affaires 2015.RRGR.426, 2015.RRGR.427, 2015.RRGR.429 und 2015.RRGR.430

Le président. Bevor wir nun zum nächsten Geschäft übergehen, können wir Informationen zur Nachzählung der Wahlergebnisse von gestern durch unsere Stimmzählenden weitergeben. Einleitend gibt Grossrat Sommer im Namen der Stimmzählenden eine Erklärung ab. Sie haben das Wort, Herr Sommer.

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Wahrscheinlich ist dieses Votum heute Morgen das am sehnlichsten erwartete, respektive das spannendste. Gestützt auf gestrige Vermutungen, die auch geäußert wurden, haben wir heute Morgen von den Stimmzählenden aus angeregt, die Wahlergebnisse von gestern nachzuzählen. Bei der Nachzählung haben wir erstens festgestellt, dass gestern nicht alle Kuverts ausgezählt wurden. Zweitens wurden die gezählten Kuverts kontrolliert, und es gab keine Differenzen zur Zählung von gestern. Da hat alles bestens übereingestimmt. Danach haben wir in diesem Prozess zuerst alle nicht ausgezählten Kuverts nachgezählt und dann das Ganze im Gesamttotal noch einmal gezählt. Nun können wir sagen, dass sich an den Wahlresultaten von gestern nichts geändert hat. Das ist wohl einmal das Wichtigste.

Woran lag das Ganze? Ein Fehler geschah, das ist unschön, und das sollte nicht vorkommen. Trotzdem kann ein solcher geschehen, weil das System nicht auf Plausibilität prüft. Das System, in dem wir die Resultate erfassen, prüft auf Zählfehler und gibt gegebenenfalls diesbezügliche Fehlermeldungen heraus. Dort haben wir nichts festgestellt. Zuletzt haben wir uns in der Plausibilität überlegt, ob das Ergebnis Sinn macht oder nicht. Ein Wahlresultat, wie es gestern vorgelegen hat, ist rein theoretisch möglich. Wir haben uns von der vorangehenden Diskussion ein wenig in die Irre führen lassen. Wir haben nämlich erwartet, dass nicht alle Wahlzettel zurückkommen, und wir haben auch sehr viele leere Wahlzettel erhalten. Daher hatten wir das Gefühl, dieses Wahlresultat könnte stimmen.

Wo gehobelt wird, da fliegen Späne. Wo gearbeitet wird, da geschehen Fehler. Wie gesagt, das sollte nicht geschehen, das war unschön. Es ist uns wichtig, uns im Namen der Ratsbüros und im Namen der Stimmzählenden bei den gewählten Personen für diesen Lapsus zu entschuldigen. Die Wahlresultate werden anschliessend vom Ratspräsidenten bekanntgegeben. Sie sehen nun anders aus und zwar eher so, wie man hätte erwarten können.

Wir haben bereits reagiert, deshalb dauerte es so lange. Wir haben unsere Prozesse in dieser Plausibilitätsfrage angepasst. Damit sollte solches nicht mehr geschehen. Wir haben unsere Abläufe neu aufgegleist und gegliedert, sodass Sie in Zukunft davon ausgehen können, dass ein solcher Fehler nicht mehr geschieht. Und noch einmal: Die Gesamtbeurteilung ergab im Vergleich

der jeweiligen Resultate, dass insgesamt kein Fehler geschah und die Resultate von gestern stimmen. Die Wahlzettel waren auch unter Verschluss. An ihnen konnte man also nichts ändern. Der Fehler geschah einzig und alleine, weil nicht alle Kuverts ausgezählt wurden.

Le président. Ich danke Herrn Grossrat Sommer für seine Ausführungen und auch für die ausgesprochene Entschuldigung bei den Gewählten für die Änderungen, die es nun im Ausmass des Resultats gibt. Es handelt sich um bessere Wahlergebnisse. Am grundsätzlichen Ergebnis ändert sich nichts, wie Sie bereits gehört haben. Ich gebe nun in allen Details die vier Wahlergebnisse aufgrund der Nachzählung bekannt, und ich freue mich grundsätzlich, dass sich an den Beschlüssen, die der Grosse Rat gefasst hat, nichts ändert. Auch ich möchte mich entschuldigen, dass hier nicht korrekte Daten weitergegeben wurden.

Le président proclame les résultats (voir à la fin de l'affaire 2015.RRGR.424).

Le président. Ich bin froh, dass wir durch die Nachzählung Klarheit schaffen konnten. Ich danke für die Transparenz und für die Arbeit der Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler, und ich bitte darum, dass diese Ergebnisse auch entsprechend kommuniziert werden. Die Korrekturen und die Wahlergebnisse stärken auch unsere Zusammenarbeit, sowohl im Präsidium wie auch zwischen dem Grossen Rat und dem Regierungsrat. Wir gehen nun weiter in unserer Traktandenliste und kommen zu Geschäft Nummer 16.